

ORIGINE ET RÉINSTALLATION AU PORTUGAL DES RAPATRIÉS D'AFRIQUE

UN DRAME NATIONAL

Dans les mois qui ont suivi la révolution du 25 avril 1974, la prise de conscience de l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Portugal de continuer dans ses possessions d'Afrique un combat sans issue et qui n'avait que trop duré, épuisant une nation modeste par sa taille et par ses ressources, conduisit les gouvernements successifs à s'engager résolument dans la voie de la décolonisation.

Pour être trop tardive, en trop complète contradiction avec l'entêtement obstiné qui avait jusqu'alors prévalu, cette décolonisation s'est déroulée dans de fort mauvaises conditions dans les pays où s'était installée une importante colonie de peuplement d'origine métropolitaine (Mozambique et surtout Angola). De nombreuses maladresses de part et d'autre, très compréhensibles du fait de l'urgence et de l'impréparation du processus, ont aggravé cet état de choses: à la veille de l'indépendance, un véritable pont aérien et maritime continu a été nécessaire pour rapatrier, dans une atmosphère de panique collective mêlée d'une pro-

fonde amertume, la quasi totalité des Portugais d'outre-mer⁽¹⁾; le tout rappelant douloureusement l'exode des Français d'Algérie en 1962.

Et encore peut-on dire que cette fois, dans le Portugal de 1974-1976, le résultat est pire. Le haut-commissariat aux réfugiés estimait fin 1976 à 430 000 le nombre de personnes rapatriées sur le Continent, sans compter Madère et les Açores, et le chiffre réel est très certainement supérieur; à s'en tenir pourtant à ce total, cela représente 5 % de la population résidente portugaise totale, contre 1,5 % à 2 % pour la France de 1962⁽²⁾. Alors que les rapatriés d'Algérie arrivaient dans un pays relativement riche, où le besoin de main-d'œuvre était assez important pour que se déclenche au même moment un vaste mouvement d'appel à l'immigration étrangère, et qui se trouvait dans une phase de prospérité économique que l'on peut, avec le recul du temps, qualifier d'exceptionnelle, en revanche les *retornados* d'Angola et de Mozambique doivent tenter une réinsertion dans un petit pays pauvre soumis à l'une des plus graves crises économiques de son histoire, dans une période de dépression et de chômage généralisé dont l'ampleur internationale rend d'autant plus difficile l'éventualité d'un nouvel expatriement.

Réinsertion obligatoire donc, s'accompagnant d'énormes difficultés matérielles. D'abord le logement: ceux qui l'ont pu, ou n'ont pu faire autrement, ont demandé asile à la partie de leur famille restée au pays. Malgré les conditions précaires d'espace et de confort, l'effort familial, fraternel, national de solidarité dans ce sens a été considérable, au prix d'un surpeuplement atteignant souvent les limites du supportable. La conjugaison de la grave crise économique et du blocage des loyers, en figeant le marché immobilier, rend aléatoire la découverte de logements décentes; si bien que cette situation se prolonge encore trop souvent aujourd'hui.

Mais il a aussi fallu héberger beaucoup d'autres rapatriés de façon permanente, toute l'année — et aux frais de l'Etat quand leurs ressources propres étaient insuffisantes —, dans les pensions et hôtels du pays. Une étude faite en 1977 par la Direction Générale du Tourisme à Porto en évalue le nombre entre 1000 et 1500 pour la seule région touristique de la «Côte Verte», entre Espinho, le Tâmega et le rio Minho, pour l'année 1976. Comme, cette même année 1976, les séjours touristiques moyens des étrangers enregistrés dans la région étaient d'une durée de 2,3 jours, cela équivaut au passage de 160 000 touristes, soit le tiers du tourisme annuel de la «Côte Verte»; et ce n'est pas un cas isolé. Si les conséquences économiques immédiates d'une telle situation

(1) Voir la correspondance de José REBELLO dans le journal «Le Monde» du 7 novembre 1975. D'autres sont aussi venus du Cap-Vert, de Guinée-Bissau et de Timor oriental; mais ils ne comptent guère numériquement par rapport à l'afflux en provenance de l'Afrique australe. Celui-ci, d'ailleurs, n'est pas intégralement constitué de personnes d'origine métropolitaine; un nombre important, mais malheureusement impossible à mesurer de noirs et de métis les ont accompagnés, pour des raisons personnelles ou politiques les plus diverses. La plupart d'entre eux se sont fixés dans la capitale, gonflant d'autant le poids de celle-ci par rapport aux autres régions de réimplantation.

(2) O *Primeiro de Janeiro* du 7 janvier 1977; chiffre repris dans *Plano de médio prazo — 1977/80, relatório de Política Regional*, Secrétariat d'Etat à la Planification, Lisbonne, avril 1977.

sont excellentes pour les hôteliers, l'ouverture à un marché international durable s'en ressent et la réadaptation n'en sera que plus difficile.

Problèmes d'emploi aussi. Dans l'étude citée plus haut, le haut-commissariat aux réfugiés avance les chiffres suivants: population rapatriée active: 143 307 personnes; parmi lesquelles 31 672 ont trouvé un emploi et 111 635 sont au chômage. Soit 77,9 % de chômeurs!

Enfin des problèmes psychologiques de tous ordres, au premier rang desquels la rancœur d'avoir été les victimes d'une situation les dépassant largement.

Il y a eu pourtant, de la part d'une population au dynamisme incontestable, de remarquables tentatives de redémarrage: le 1er décembre 1977, le journal «O Primeiro de Janeiro» annonce la fondation d'une *Cooperativa nortenha de aviação* dont treize associés sont des rapatriés, et qui se donne pour objectif de développer les liaisons aériennes à courte distance, entre les principales villes du Nord; c'est un «créneau» quelque peu délaissé par la compagnie nationale TAP qui pourtant s'élève contre la brèche ainsi faite dans le monopole du transport aérien public.

Dans un article sur Freixo de Espada à Cinta, publié dans le même journal le 12 juillet 1978, ROGÉRIO REIS cite côte à côte l'exemple d'un couple d'émigrants de retour qui a monté un petit commerce (boulangerie-pâtisserie) et d'un ménage de rapatriés qui lance une fabrication de moëllons. Il insiste, avec raison, sur l'apport positif de telles initiatives individuelles, profondément utiles dans des régions aussi rurales, et peu fréquentes dans la mesure où l'argent qui n'est pas «gelé» dans les achats fonciers reste sous forme de dépôts bancaires, généralement utilisés dans les régions déjà les plus développées des grandes agglomérations littorales.

MÁRIO FIGUEIREDO cite de façon détaillée un autre cas intéressant, toujours dans «O Primeiro de Janeiro» en date du 8 mars 1977; il s'agit d'une autre coopérative fondée en avril 1976 par seize rapatriés avec l'aide d'une banque de Porto et qui prend pour nom *Sociedade Agro-Pecuária Integração do Ultramarino*. Elle a pour objectif de créer des emplois pour des rapatriés et s'implante sur les cent hectares de la Quinta do Convento à Alpendurada, au bord du Douro (concelho de Marco de Canaveses), achetée à cet effet. Son but est donc à la fois social et économique, témoignant de la volonté de certains rapatriés de prendre en charge leurs propres problèmes (emploi, enfants: une école est prévue) et de leur aptitude à chercher des solutions économiques rentables et peu concurrencées dans la région: le projet porte sur l'élevage de 120 truies et de 100 lapines sélectionnées pour la reproduction, de façon à mettre chaque année sur le marché respectivement 86 500 et 19 400 kg de viande de l'une et l'autre espèce; de 25 vaches laitières capables de produire 90 000 litres par an; sur la production annuelle de 50 *pipas* (27 500 hl) de *vinho verde* d'excellente qualité (appellation Vilacetinho, l'une des deux ou trois meilleures du marché), de 200 tonnes d'oranges et 100 de citrons. Il s'agit à la fois de productions parfaitement adaptées à la nature locale et qui constituent d'excellents «créneaux», à proximité d'un vaste marché urbain.

D'autres coopératives fondées sur les mêmes principes voient le jour ici ou là, par exemple celle de S. Tiago da Cruz (près de Famalicão), avec seize membres au départ, et qui compte créer de 30 à 40 emplois pour des rapatriés provisoirement hébergés en ville, à Braga et Famalicão — tous provenant d'Angola.

Finalement, si les conditions dramatiques du rapatriement font naturellement de cette communauté un foyer potentiel de contestation sociale et politique particulièrement périlleux pour la jeune démocratie portugaise, on ne peut nier que, malgré de pénibles séquelles, la réinsertion longtemps envisagée avec un si grand scepticisme s'est bel et bien faite, et dans l'ensemble plus aisément que prévu.

Elle a, pour une bonne part, repris les chemins de départ; c'est du Nord que sont issus la plupart des anciens colons; c'est dans le Nord qu'ils se sont réinstallés en plus grand nombre.

LES ORIGINES

A. H. DE OLIVEIRA MARQUES estime qu'il y avait à la fin des années soixante quelque 300 000 Blancs en Angola et 200 000 au Mozambique⁽³⁾. Si l'on ajoute au total des retours en métropole les quelques milliers de personnes qui se sont arrêtées dans les archipels des Açores et de Madère, et ceux qui ont pris tout de suite d'autres chemins (Rhodésie, Afrique du Sud surtout, Brésil...), on peut constater que l'exode a été à peu près général; il s'est essentiellement déroulé dans les dernières semaines qui ont précédé l'indépendance (25 juin et 11 novembre 1975 respectivement pour le Mozambique et l'Angola). Contrairement à l'Algérie, il s'agissait surtout de colons récents, de la première ou de la deuxième génération et conservant encore des liens familiaux assez étroits en métropole (ce qui a d'ailleurs eu pour effet d'accroître la sensibilisation de l'opinion à leurs difficultés): il n'y avait pas encore 10 000 Blancs en Angola en 1910, à peine 5 000 au Mozambique; on en dénombrait respectivement 44 000 et 31 000 en 1945. Ce n'est que dans les dernières années, et pour tenter contre vents et marées de prévenir la décolonisation, que le gouvernement portugais avait cherché à canaliser vers son empire colonial le traditionnel courant migratoire, dans l'espoir de réussir de nouveaux Brésils: l'Angola comptait 100 000 colons en 1955 et le triple quinze ans après; le Mozambique 50 000 la même année, 100 000 en 1960, le double en 1970⁽⁴⁾.

La figure 1 indique la répartition de ces nouveaux colons selon leur origine; on y a signalé la répartition par districts, en pourcentage, du solde migratoire du Portugal continental avec ses colonies d'Outre-Mer, pour la période 1956-1970.

Comme on peut le constater, ils sont en priorité venus du Nord du pays; les huit districts septentrionaux regroupent en effet 63,4 % du total du solde migratoire en question, celui de la période des plus

⁽³⁾ *História de Portugal*, vol. 11, Lisbonne, 1973.

⁽⁴⁾ A. H. DE OLIVEIRA MARQUES, op. cit.

importants mouvements Portugal-colonies. Comparativement à leur population, il apparaît clairement que les districts montagneux du Nord-Est, en Trás-os-Montes et Beira Alta, y ont contribué plus que les autres.

RÉPARTITION SPATIALE DES RÉINSERTIONS

C'est encore dans des proportions importantes, bien que moins élevées, que ces colons ont repris le chemin de leurs régions d'origine, comme l'indique de deux manières la figure 2. Le demi-cercle grisé du haut représente la répartition en pourcentage du nombre total des rapatriés par district de réintégration; le demi-cercle noir du bas, le pourcentage de ces mêmes rapatriés par rapport à la population résidente totale de chaque district en 1975. En effet, les huit districts du Nord totalisent 42,1 % des réimplantations effectuées entre 1974 et 1976.

En comparant les cartes, on s'aperçoit que l'écart entre les départs et les arrivées se fait au bénéfice de l'agglomération de Lisbonne, sur les deux rives du Tage, et de l'Algarve; et au détriment de toutes les autres régions. Ce qui se comprend aisément, pour des motifs d'ordre matériel et socio-culturel.

Motifs matériels: c'est à Lisbonne que sont arrivés presque tous les rapatriés, qu'ils ont attendu, pendant des semaines, les bagages qu'ils avaient pu envoyer, que certains ont espéré un hypothétique retour. En restant dans la capitale, ils étaient au plus près des sources d'information — et de rumeurs — relatives à l'évolution de la situation dans l'ancienne colonie. Enfin, c'est en Algarve et à Lisbonne qu'est concentré l'essentiel de l'équipement hôtelier portugais, réquisitionné pendant des mois durant par les pouvoirs publics pour l'hébergement provisoire des *retornados*.

Raisons socio-culturelles aussi: même s'ils étaient surtout d'origine rurale, la plupart des anciens colons s'étaient installés dans les villes africaines, fonctionnaires ou commerçants plus souvent qu'agriculteurs. Cette «urbanisation blanche» s'était même accélérée durant la guerre coloniale, par un réflexe général de sécurisation, d'ailleurs encouragé par l'autorité militaire. Le résultat, c'est qu'une réinsertion en milieu rural leur paraît aujourd'hui d'autant plus difficile et que nombre de rapatriés pensent plus facile de trouver un emploi, fût-il d'expédient, en restant dans cette grande agglomération aux ressources apparemment multiples. Si l'on avait quitté le village natal, c'était justement pour trouver au loin de quoi bâtir une vie meilleure: y revenir les mains vides serait comme une défaite supplémentaire.

Si bien que les districts de Lisbonne et de Setúbal, qui n'avaient réuni que 11,6 % des partants durant les quinze années de colonisation maximale, ont reçu maintenant 35,4 % des rapatriés, soit plus du tiers. Ailleurs la proportion entre départs et retours est respectée; tant qu'à choisir la province, on a préféré rentrer sur sa terre d'origine. Le résultat, c'est que le poids relatif des rapatriés par rapport à la population

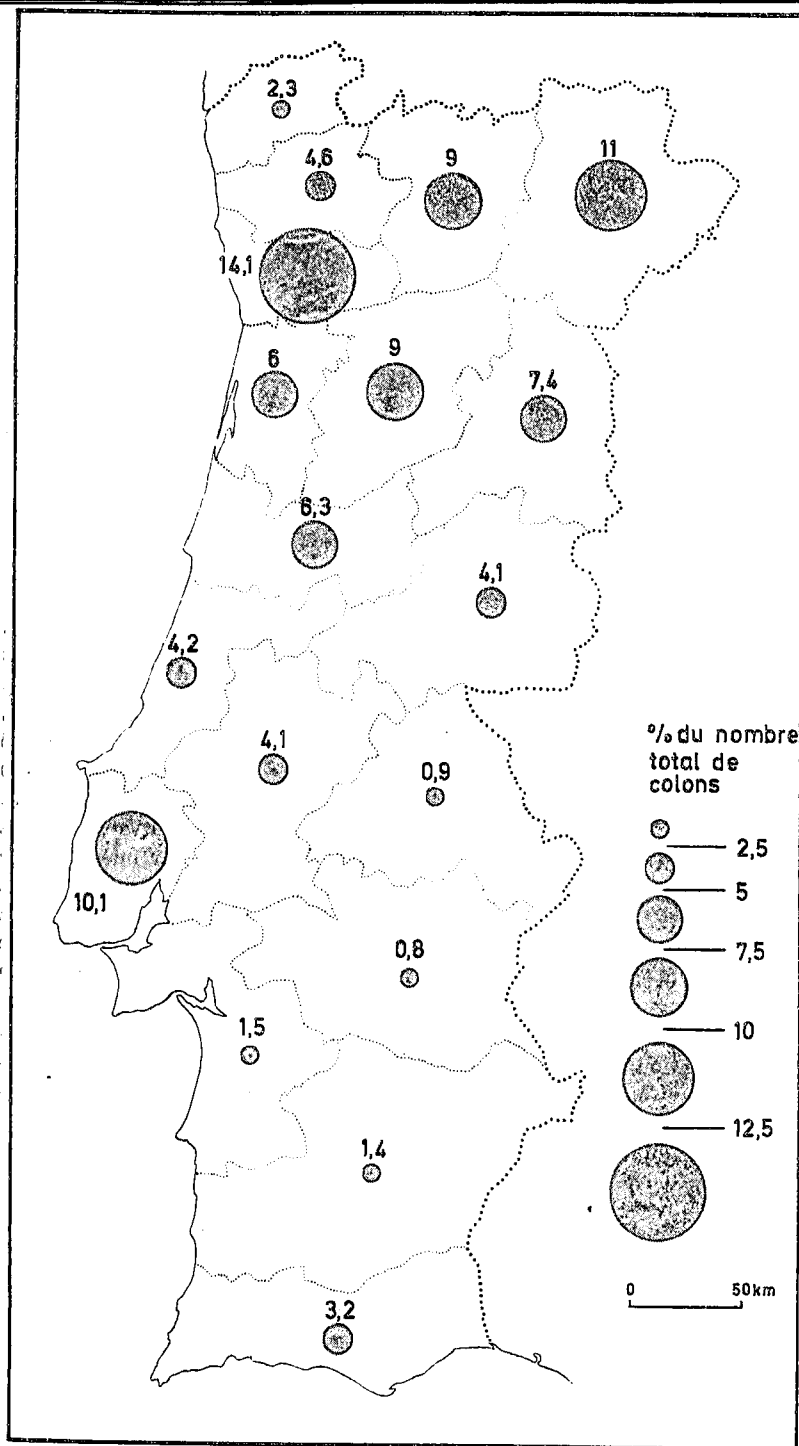


Fig. 1 — Districts d'origine des colons blancs d'Afrique: solde migratoire du Portugal continental avec ses colonies d'Outre-Mer (1956-79).
Source: cf. annexe.

locale est particulièrement élevé dans ces mêmes districts du Nord-Est, naguère vidés par l'émigration tous azimuts.

UN RENVERSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

C'est ainsi que, pour une cause après tout accidentelle, l'évolution de la démographie portugaise en général et celle des régions en perte de vitesse en particulier s'est brusquement modifiée. La conjonction de ces retours et de la pause relative du phénomène d'émigration a donné lieu ces dernières années à une nouvelle croissance démographique. La population résidente du Portugal continental avait subi entre 1960 et 1970 une baisse de 2 %, à en croire les résultats du recensement de 1970, et probablement pire encore; de 1970 à 1976, c'est au contraire à une forte hausse (+ 19 %) que l'on aurait assisté. Les études en cours de réalisation à ce sujet dans le Nord du pays ⁽⁴⁾ indiquent que l'on est maintenant en présence, d'une part d'une densification accélérée du peuplement des régions littorales et, de l'autre, d'un coup d'arrêt enfin porté au dépeuplement de l'intérieur.

La ville même de Porto, par exemple, qui avait commencé à perdre de la population, à l'instar de la plupart des autres grandes villes, est passée de 200 000 habitants en 1970 à 340 000 en 1976; dans la plupart des concelhos du Nord l'évolution est aussi redevenue positive.

Bien entendu, il est difficile de faire, dans ce phénomène général, la part des seuls rapatriés et celle des retours d'émigrants ordinaires; voire du simple arrêt, provisoire ou durable, de l'émigration. Mais en tout état de cause, le rôle des premiers y est considérable.

Par exemple, c'est en Trás-os-Montes et dans l'Alto Douro que ce renversement de tendance est le plus spectaculaire — encore qu'inégal —, c'est-à-dire là même où le poids relatif des rapatriés est le plus important. Leur rôle est d'autant plus évident que, si l'émigration a diminué, elle ne s'est pas arrêtée; si bien que l'on a affaire, dans certains cas, à un véritable renouvellement du peuplement par le seul fait de l'apport extérieur. Par exemple, l'estimation faite en 1976 par la C. P. R. N. pour le concelho de Mirandela laisse apparaître un gain net de 3422 habitants depuis 1970 alors que, dès le mois de novembre 1975, ROGERIO REIS ⁽⁵⁾ estimait à 600 environ le nombre de rapatriés qui s'y sont fixés et que, depuis lors, ce nombre a été sans doute largement dépassé.

⁽⁴⁾ En particulier à partir du recensement électoral de 1976, pondéré selon des coefficients expérimentés par la Comissão de Planeamento da Região Norte (C. P. R. N.) à l'occasion d'un rapport présenté en juillet 1977.

⁽⁵⁾ Dans *O Primeiro de Janeiro* du 25 novembre 1975. ROGERIO REIS n'est pas un journaliste ordinaire; excellent connaisseur de Trás-os-Montes, où il continue à vivre et d'où il adresse depuis de longues années des chroniques solidement documentées aux journaux de Porto et de Lisbonne, il connaît mieux que personne le terrain et les gens et se bat inlassablement, par ses écrits et par son action, contre l'abandon de sa province natale et pour toutes les formes possibles de son adaptation au monde contemporain. La qualité de ses contributions a joué un rôle considérable dans la prise de conscience à tous les niveaux de l'urgence d'une politique régionale adaptée à la réalité portugaise.

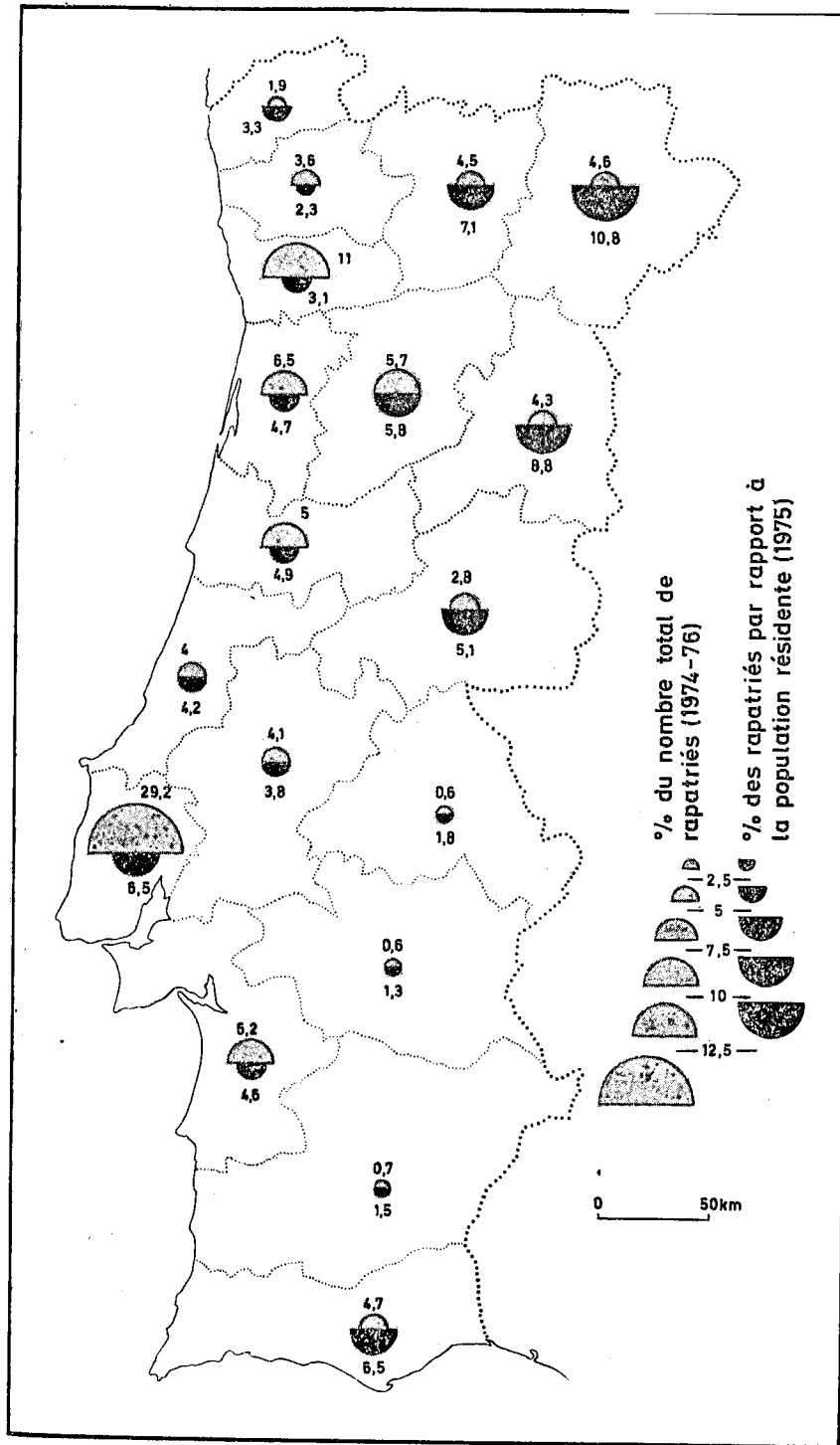


Fig. 2 — Réimplantation des rapatriés (1974-76). Source: cf. annexe.

A Macedo de Cavaleiros, les mêmes sources ⁽¹⁾ donnent une croissance nette de 13 habitants seulement, alors que le concelho a accueilli quelque 3000 rapatriés; pour Bragança, l'augmentation totale est de 5028 habitants mais il y aurait environ 18 000 rapatriés, dont 4000 pour la seule ville ⁽²⁾. En pleine région rurale, la *freguesia* de Cortiços (concelho de Macedo de Cavaleiros) comptait à la fin de 1976 trente familles de rapatriés d'Angola et de Mozambique sur un total de 198 foyers, soit plus de 15 % ⁽³⁾.

Il en va de même plus près du littoral: un rapport inédit des services statistiques de l'hôpital de Guimarães estime qu'il y avait déjà, en 1975, quelque 400 rapatriés dans le concelho de Celorico de Basto, alors que celui-ci a pourtant perdu 0,3 % de sa population entre 1970 et 1976; un millier dans celui de Fafe, soit plus de 50 % de l'accroissement net; 4000 à Guimarães, soit beaucoup moins que les 18 648 nouveaux habitants arrivés entre 1970 et 1976, mais autant que l'accroissement des dix années précédentes (+ 4483 de 1960 à 1970).

Il serait intéressant d'avoir pour l'ensemble du pays une vision globale du phénomène. Sans doute, pour être plus sensible dans le Nord, n'en est-il pas moins général. Certes, les années à venir marqueront probablement une nouvelle pause, peut-être même l'amorce d'une reprise du processus de dépopulation rurale: la situation économique n'est pas telle au Portugal que l'on puisse miser sur la pérennité d'un retour au pays. Il n'en reste pas moins que, pour fortuit qu'il soit, ce phénomène introduit une donnée nouvelle qui oblige à reconsidérer les conclusions un peu hâtives que l'on avait pu formuler à la suite de l'hémorragie migratoire des années 1960-70: une nouvelle page s'est ouverte dans l'histoire de la population portugaise.

FRANÇOIS GUICHARD

SUMMARY

Origin and reinstalment of people repatriated from Africa. The repatriation of the important white colony living in former Portuguese colonies on Africa has been wrought in difficult conditions during the last years of their accession to independence (1974-1976). The ratio of these home-coming people to that of Portuguese population is considerable and twice or thrice as much that of the people repatriated from Algeria to France in 1962. Within the context of an economic crisis, their reinstalment has been the cause of innumerable problems, many of them are not resolved yet.

⁽¹⁾ Rapport C. P. R. N. déjà cité et article de R. REIS dans *O Primeiro de Janeiro* du 28 octobre 1976.

⁽²⁾ ROZÉRIO REIS, *O Primeiro de Janeiro* du 10 octobre 1976.

⁽³⁾ *O Primeiro de Janeiro* du 6 janvier 1977.

Most of them were natives from Northern Portugal which they had left at the end of World War II; hence returning home, they have settled in towns and villages of their native districts and in the big cities of the coastal region, especially Lisbon.

This sudden rush of new population, combined with the slowing down of emigration, has produced a spectacular reversal of the Portuguese demographic tendency towards stagnation and ageing. But it is still too early, to consider this as a non-reversing characteristic because the structural weakness of the national economy remains unchanged.

BIBLIOGRAPHIE

- A. H. DE OLIVEIRA MARQUES — *História de Portugal*, vol. II, Lisbonne, 1973, 448 p.
- SECRETARIADO NACIONAL DA EMIGRAÇÃO — *Boletim Anual* (1956 à 1970).
- GABINETE DE PLANEAMENTO DO MINISTÉRIO DO TRABALHO (ex-Ministério das Corporações e Segurança Social) — *Atlas sócio-económico*, vol. I, Lisbonne (sans date), 59 planches.
- CENTRO DE ESTUDOS DE PLANEAMENTO — *Contribuição para um estudo da evolução da produção portuguesa* (Estudo n.º 10), vol. II, Lisbonne, 1976, 79 p. et tableaux annexes.
- COMISSÃO DE PLANEAMENTO DA REGIÃO NORTE — *Contribuições para o estudo do desenvolvimento dos portos Douro-Leixões, Aveiro e Viana do Castelo*, vol. I, 1977, 64 p. et tableaux annexes.
- SECRETARIA DE ESTADO DO PLANEAMENTO — *Plano de médio prazo 77-80 — Relatório de Política Regional*, Lisbonne, 1977, 446 p.
- DIRECÇÃO-GERAL DO TURISMO DO NORTE — *Étude de conjoncture*, 1977 (inédite).
- ALTO-COMISSARIADO PARA OS DESALOJADOS — Recensement effectué fin 1976.
- Correspondance de JOSÉ REBELO dans *Le Monde* du 7-11-1975.
- Articles et correspondances publiés dans *O Primeiro de Janeiro* des 25-11-1975, 10-10-1976, 28-10-1976, 6-1-1977, 7-1-1977, 8-3-1977, 1-12-1977 et 12-7-1978.

ANNEXE

- A. — Répartition des colons blancs d'Afrique, selon leurs districts d'origine (solde migratoire entre le Portugal continental et ses colonies d'Outre-Mer pour la période 1956-1970).
 B. — Répartition des rapatriés par district de réinstallation.
 C. — Population résidente par district en 1975 (estimation).

Districts	A	B	C
	Origine des colons (1950-1970)	Réinstallation des rapatriés (1974-1976)	Population 1975
Aveiro	9 004	27 900	599 200
Beja	2 163	2 900	199 700
Braga	6 856	15 500	667 400
Bragança	16 372	19 500	181 300
Castelo Branco	6 064	12 100	239 000
Coimbra	9 331	21 400	433 400
Évora	1 146	2 500	186 400
Faro	4 843	20 100	310 500
Guarda	10 996	18 400	208 300
Leiria	6 336	17 100	410 700
Lisboa	15 005	125 100	1 930 700
Portalegre	1 296	2 600	148 400
Porto	20 970	47 000	1 504 200
Santarém	6 061	17 500	460 700
Setúbal	2 198	26 400	575 300
Viana do Castelo	3 425	8 300	252 900
Vila Real	13 428	19 300	272 200
Viseu	13 393	24 600	422 700
Portugal Continental	148 887	428 200	9 003 000

Sources (annexe et cartes): Boletins annuels du Secrétariat National à l'émigration; *Atlas sócio-económico; Relatório de Política Regional*; «Estudo n° 10, vol. II» du Centro de Estudos de Planeamento (voir les références dans la bibliographie ci-après).